

Accords de Bretton Woods—Loi

M. Blackburn (Brant): Grâce au régime Somoza.

M. Riis: Comme le dit mon collègue de Brant (M. Blackburn), c'est grâce au régime Somoza. C'est un gouvernement qui se moquait bien d'aider la population du Nicaragua. Il en va de même pour d'autres pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine. Ces organisations internationales que nous soutenons financièrement prennent des décisions qui, à un certain point de vue, reflètent, si je peux m'exprimer ainsi, la politique d'extrême droite du gouvernement Reagan. Les contribuables canadiens—et je parle des simples citoyens qui paient des impôts et versent la majorité de nos recettes fiscales—financent le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions qui appuient, d'après leur définition même, les régimes de droite dans le monde entier au détriment des autres. Certains pays reçoivent de l'aide. Le secteur privé de certains pays obtient de l'aide, mais, dans d'autres pays, ce soutien et cette aide sont retirés, supprimés.

• (1140)

Il importe que le Canada se rende compte qu'il a part à un système qui appauvrit les pays pauvres et enrichit les pays riches. Nous participons à un système qui accroît l'écart entre les nantis et les démunis. Nous avons vu la chose se produire dans des pays comme les États-Unis et le Canada. Dans un rapport publié récemment, on signalait que l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît en général dans notre société et, en dépit des nombreux programmes établis ces dernières décennies, nous n'avons pas encore réussi à combler ces écarts dans notre société. En réalité, cet écart s'est élargi encore davantage. La situation constatée au Canada et aux États-Unis s'observe à l'échelle du monde entier. Les pays pauvres le sont encore plus qu'ils ne l'étaient quand des organisations telles que le FMI et la Banque mondiale ont été établis, dans les années 40.

Ce sont là certaines de mes préoccupations. Je me rends compte que nous examinons aujourd'hui le principe dont s'inspire le projet de loi. Voilà pourquoi je me suis attaqué à ce principe et je me suis contenté de parler des inquiétudes du NPD à ce sujet. Au comité, nous dirons de façon beaucoup plus précise comment, à notre avis, le projet de loi devrait être modifié pour que le Canada joue un rôle beaucoup plus actif et progressiste dans la mise au point des politiques appliquées par ces organisations.

Le Canada ne s'est guère élevé contre le soutien que le FMI et la Banque mondiale accordent au régime actuel au Chili, alors qu'ils s'étaient abstenus de soutenir, au début des années 70, un autre régime politique au pouvoir en ce pays. Par exemple, quand le gouvernement Allende a été élu par la population chilienne lors d'élections démocratiques, les institutions en question aujourd'hui ont retiré leur aide à ce pays simplement parce que ce gouvernement ne plaisait guère au gouvernement américain de l'époque. Ce sont les Chiliens qui ont choisi ce gouvernement-là. Je me demande si le Canada aurait dû rester indifférent quand ces bailleurs de fonds essentiels ont dit: «Nous vous retirons notre appui maintenant que vous avez changé d'orientation politique». Cela me rappelle le Salvador et le Nicaragua: Le FMI consent des prêts à l'un, mais pas à l'autre.

Bien sûr, il s'agit d'une mesure administrative relativement simple, tendant à consolider la législation actuelle et à changer la formule d'évaluation annuelle des contributions monétaires du Canada—elles seront prévues dans les prévisions budgétaires au lieu d'être établies par le Parlement—mais nous nous posons des questions sur l'apport du Canada à ces institutions. En principe, nous les appuyons. Nous convenons que le Canada doit jouer un rôle de premier plan, mais il doit être plus progressiste et plus actif relativement aux politiques d'organisations comme le FMI et la Banque mondiale, afin de s'assurer que leurs normes en matière de prêts et d'aide financière sont équitables, qu'elles sont utiles aux pays en voie de développement au lieu de contribuer à maintenir certains régimes politiques au détriment de certains autres.

M. le vice-président: Questions ou observations?

[Français]

L'honorable député de Châteauguay (M. Lopez) désire poser une question ou faire un commentaire?

M. Lopez: Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre à nouveau la parole aujourd'hui sur le même sujet. Je tiens à féliciter l'intervenant précédent des propos qu'il a tenus, propos sans aucun doute beaucoup plus propres et beaucoup plus parlementaires que ceux tenus par la députée libérale qui l'a précédé hier soir et qui a poursuivi son discours ce matin. Je tiens à le féliciter, et vraiment cela fait honneur premièrement...

M. le vice-président: Je rappellerais au député que ses commentaires ou ses questions doivent traiter du discours prononcé par le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) et non pas du discours prononcé par la députée de Hamilton-Est (M^{me} Coppins). Le député a de nouveau la parole.

M. Lopez: Je vous remercie, monsieur le Président. C'est parce qu'il y avait une relation entre les deux et, à ce moment-là, je poursuivais peut-être dans la même veine. Une chose m'inquiète, par exemple, c'est qu'il semble s'inquiéter beaucoup plus—et remarquez bien que je n'ai rien contre l'aide aux pays pauvres, aux pays en voie de développement ou sous-développés, rien du tout—mais il me semble que la priorité première de tous les Canadiens et de tous les parlementaires canadiens, ce doit être de se préoccuper de sa propre économie. Il me semble que la charité commence par soi-même et non pas par voir tout ce qui se passe à l'extérieur. Bien sûr, ça va un peu dans sa ligne de parti que d'aider les pays socialistes ou communistes ou à tendance socialiste ou communiste, et je le comprends. Mais ce n'est quand même pas dans l'intérêt des Canadiens d'avoir à se préoccuper, d'aider tout le monde, les socialistes et les communistes un peu partout dans le monde, au détriment de notre propre économie, de nos propres alliés qui sont les Américains. Il me semble que c'est dans notre intérêt à nous tous et au Canada d'aller dans une direction qui nous favorise premièrement, qui favorise nos amis, et qui favorise notre économie qui est en relation avec l'économie américaine. Aller à l'encontre de cela, ce serait aller à l'encontre des intérêts de tous les Canadiens et de tous les Nord-Américains, ce qui me semble contradictoire à nos principes.